



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Édition spéciale – Juin 2017

(Mis à jour après l'ajournement de l'Assemblée le 16 juin 2017)

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
 - 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
 - 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 9) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 123**
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 128**
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) Projet de loi n° 133**
Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **27 avril 2017**
- 14) Projet de loi n° 134**
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation
Présenté par la ministre de la Justice le **2 mai 2017**
- 15) Projet de loi n° 135**
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **25 avril 2017**
- 16) Projet de loi n° 139**
Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse
Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **18 mai 2017**

17) Projet de loi n° 143
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le ministre de la Famille le **16 juin 2017**

18) Projet de loi n° 144
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **9 juin 2017**

Étude détaillée en commission

19) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

20) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

21) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

22) Projet de loi n° 108

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016

Principe adopté le **24 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

23) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

24) Projet de loi n° 121

Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 décembre 2016

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 30 mars 2017

Principe adopté le **16 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

25) Projet de loi n° 130

Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017

Principe adopté le **22 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

26) Projet de loi n° 137

Loi concernant le Réseau électrique métropolitain

Présenté par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports le 11 mai 2017

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 7 juin 2017

Principe adopté le **8 juin 2017**, et

Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

27) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

28) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

29) Projet de loi n° 193

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

30) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

31) Projet de loi n° 195

Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai

Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 32) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 33) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 35) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 36) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 41) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 42) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 44) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 45) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 47) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 49) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 50) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 52) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 56) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

- 57) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 58) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 59) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 60) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 61) Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 62) Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**
- 63) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 64) Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**

- 65) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 66) Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 67) Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 68) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 69) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 70) Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**
- 71) Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 72) Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**

- 73) Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 74) Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 75) Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 76) Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 77) Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**
- 78) Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 79) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**

80) Projet de loi n° 898

Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique pour permettre aux parents d’inscrire leur enfant dans l’école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**

81) Projet de loi n° 899

Loi visant à reconnaître l’autonomie des municipalités en matière d’aménagement du territoire et de protection des sources d’eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**

82) Projet de loi n° 990

Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**

83) Projet de loi n° 991

Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

84) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

85) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

- 86)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 87)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 88)** Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 89)** Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 90)** Projet de loi n° 225
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».
- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33^e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 121**, Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (mandat confié le 16 mai 2017).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 85**, Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 7 juin 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 144**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire (mandat confié le 15 juin 2017).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).

Consultation générale :

- Rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » (mandat confié le 30 mars 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 133**, Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions (mandat confié le 15 juin 2017).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).
- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 137**, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (mandat confié le 8 juin 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 245) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **29 mai 2017**
À la ministre responsable du Travail

Lors de l'étude des crédits qui s'est déroulée le 3 mai dernier à la Commission de l'économie et du travail - volet travail, j'ai adressé une question à la ministre responsable du Travail au sujet des détenus recevant une indemnité de remplacement du revenu de la Commission des normes, de l'équité, et de la sécurité du travail (ci-après la CNESST). Malheureusement, la ministre n'a pas été en mesure de me fournir une réponse complète et satisfaisante.

Lorsqu'un employé reçoit des indemnités de remplacement du revenu (ci-après IRR) en raison d'un accident de travail, l'employeur peut l'assigner temporairement à d'autres tâches, le tout en conformité avec l'article 170 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (ci-après LATMP). La question porte sur la situation particulière d'un travailleur se retrouvant incarcéré alors qu'il reçoit une indemnité de remplacement du revenu, mais pour lequel un employeur a prévu une assignation temporaire.

L'article 142 de la LATMP prévoit que le versement des IRR peut être suspendu si le travailleur, sans raison valable, omet ou refuse de faire un travail que son employeur lui assigne temporairement. Selon la Commission des lésions professionnelles, « l'incarcération ne peut être considérée comme motif valable que le travailleur peut invoquer ».

De plus, l'article 363 de la LATMP précise qu'à la suite d'une décision en révision, ou lorsque le Tribunal administratif du travail annule ou réduit le montant d'une IRR, les prestations déjà fournies à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrées par la CNESST (sauf s'il s'agit de mauvaise foi de la part du bénéficiaire), et c'est ce qui a été effectivement décidé dans une situation semblable où le commissaire soulignait qu'« aucune disposition de la loi ne permet à la CSST de suspendre le versement des indemnités de remplacement du revenu rétroactivement à la date de la décision ».

Finalement, l'article 326 alinéa 1 de la LATMP prévoit que : « La Commission impute à l'employeur le coût des prestations dues en raison d'un accident du travail survenu à un travailleur alors qu'il était à son emploi ».

1. Pour les quinze dernières années et par année, combien de personnes par année se retrouvent incarcérées alors qu'elles reçoivent des indemnités de remplacement du revenu?
2. Pour les quinze dernières années et par année, combien de ces personnes incarcérées recevant des indemnités de remplacement du revenu se sont vues offrir par l'employeur une assignation temporaire en vertu de l'article 170 de la LATMP?
3. Pour les quinze dernières années et par année, quel est le montant des prestations ne pouvant être recouvré en vertu de l'article 363 LATMP, ventilé par motifs (annulation ou réduction d'une IRR)?
4. Pour les quinze dernières années, combien d'employeurs ont été imputés en vertu de l'article 326 alinéa 1 de la LATMP, alors qu'ils ont offert une assignation temporaire et qu'ils sont en mesure d'offrir un travail que leur employé est raisonnablement en mesure d'accomplir, mais pour lequel le travailleur ne peut se présenter, en raison de son incarcération?

246) M. Bonnardel (Granby) – **1^{er} juin 2017**
 Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Parfois, les services ambulanciers interviennent auprès de patients dans des délais importants, et ce, faute de ressources disponibles. Plusieurs facteurs peuvent justifier de tels délais, dont les besoins estimés par le ministère de la Santé et des services sociaux du nombre d'ambulances nécessaires pour couvrir le territoire.

Selon l'Arrêté ministériel concernant la détermination des zones de services d'ambulance et du nombre maximal d'ambulances par région et par zone, des normes de subventions aux services d'ambulance, des normes de transport par ambulance entre établissements et des taux du transport par ambulance (chapitre L-0.2, r. 2), le principal critère d'attribution des ambulances sur un territoire est démographique, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte du nombre de citoyens.

Même si ce critère est important, d'autres facteurs peuvent aussi influencer la demande pour des services ambulanciers, par exemple, la moyenne d'âge de la population locale. En effet, une population plus âgée est plus à risque d'avoir recours à des services ambulanciers. Dans certaines régions, d'autres facteurs peuvent être parfois circonstanciels. C'est le cas des activités touristiques qui provoquent un afflux important de population à certains moments de l'année. Un bon exemple dans ma circonscription est le Zoo de Granby visité par 730 000 personnes.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit revoir les critères d'attribution des ambulances pour mieux prendre en compte les différentes réalités propres à chaque territoire?

247) M. Bourcier (Saint-Jérôme) – **9 juin 2017**
Au premier ministre

Je suis bien inquiet pour 807 Jérômiens de 65 ans et plus qui veulent demeurer dans leur maison le plus longtemps possible, loin des CHSLD et des urgences. Pour ce faire, ils font appel à l'entreprise d'économie sociale en aide à domicile Service Travail-Maison, qui s'occupe d'eux depuis 20 ans. Ses intervenants peuvent faire des petites tâches ménagères, mais offrent aussi des services d'assistance personnelle de base.

Comme on l'a vu à Montréal et à Laval, actuellement, le réseau de la santé lance des appels d'offres, mais ce sont des agences privées qui les remportent plutôt que les entreprises d'économie sociale. Par conséquent, les emplois de personnes qualifiées et la stabilité actuelle dont jouissent nos aînés, une clientèle vulnérable, sont en danger.

Les intervenants de Service Travail-Maison ainsi que ceux des 101 autres organismes similaires au Québec sont, comme nous, inquiets de voir le gouvernement favoriser le privé et dévaloriser les emplois dans les entreprises d'économie sociale. On se tire dans le pied, car si on donne moins de services d'assistance personnelle de base à nos pères, à nos mères, on va encore plus engorger le réseau de la santé.

Peut-on avoir une confirmation, de la part du ministre, qu'on n'ira pas dans ce sens et qu'il explorera la possibilité d'ajouter les services d'assistance personnelle de base au Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique, le PEFSAD?

Les gens de 65 ans et plus ont besoin de cette stabilité, de ce climat de confiance que ces organisations ont créé au fil de leurs nombreuses visites. Il est réconfortant de savoir qu'il y a des préposés formés correctement par le ministère de la Santé qui veillent au bien-être de nos parents. Or, il est prévu que cette clientèle va doubler d'ici trois ans!

Puis-je obtenir la certitude, de la part du ministre, qu'on n'ira pas vers des agences privées pour fournir cet important service aux aînés, avec tous les risques de dérapage que ça comporte?

Service Travail-Maison dessert 97 % de personnes vulnérables. L'organisme est supervisé par le CISSS des Laurentides et administré par des passionnés de l'économie sociale. Ses préposés prennent soin de personnes de 65 ans et plus chez elles, dans leur maison.

On estime que le nombre d'aînés va doubler d'ici 2020 à Saint-Jérôme. Le gouvernement va donc devoir doubler les budgets uniquement pour le maintien des services.

Combien d'argent pourrait-on sauver en utilisant adéquatement les entreprises d'économie sociale, en faisant d'elles de véritables partenaires du réseau de la santé? Est-ce que le ministre s'engage à ouvrir le panier de services pour y inclure les services d'assistance personnelle?

- 248) M. Gaudreault (Jonquière) – **13 juin 2017**
À la ministre responsable du Travail

Un citoyen de Saguenay, monsieur Claude Truchon, est en démarches auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, afin de faire reconnaître une maladie professionnelle liée à l'exposition à l'amiante lorsqu'il a effectué des travaux à l'hôpital de Chicoutimi. Depuis plusieurs semaines, le bureau de la ministre est sensibilisé à la situation vécue par monsieur Truchon. La situation vécue par monsieur Truchon a même été présentée dans un reportage de l'émission *Enquête* en mars dernier.

Ma question est la suivante:

Est-ce que la ministre compte agir promptement afin que monsieur Truchon puisse recevoir le soutien de la CNESST, tant monétaire que psychologique, tel que sa situation personnelle le requiert?

- 249) M. Traversy (Terrebonne) – **14 juin 2017**
À la ministre du Tourisme

La région de l'Outaouais a été désignée comme porte d'entrée du Québec en 2012. Malgré cette désignation, aucune mesure particulière ni financement n'ont été annoncés. Pourtant, le financement des deux autres portes d'entrée s'élève à 50 millions de dollars, soit 30 millions de dollars pour Montréal et 20 millions de dollars pour Québec.

Nous aimerions donc savoir :

- Est-ce que des mesures ou des budgets spécifiques sont prévus pour l'Outaouais en tant que porte d'entrée du Québec?

250) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **14 juin 2017**

Au ministre des Finances

CHASAM est un organisme sans but lucratif qui entraîne des chiens d'assistance destinés aux personnes atteintes d'un trouble de santé mentale afin qu'elles récupèrent leur autonomie et redeviennent plus actives dans la société. Le programme de cet organisme vise spécifiquement les personnes ayant un diagnostic de trouble de stress post-traumatique, de trouble de l'anxiété généralisé, de trouble de panique et d'agoraphobie. Actuellement, ces bénéficiaires n'ont pas droit au crédit d'impôt prévu pour l'acquisition et l'entretien d'un chien d'assistance, comme toute autre personne vivant avec un handicap et dont la condition requiert un tel accompagnement. En octobre dernier, cette situation discriminatoire a été dénoncée par CHASAM. L'organisme s'est tout d'abord adressé au ministre des Finances de qui il a été référé au ministre de la Santé et des Services sociaux pour enfin être retourné au ministre des Finances. En mai, l'organisme a réitéré sa demande, une fois de plus, auprès du ministre des Finances et depuis, aucune réponse n'a été reçue. Le ministre des Finances peut-il modifier les dispositions de la loi pour que ces personnes puissent, elles aussi, réclamer le crédit d'impôt pour l'acquisition et l'entretien de leur chien d'assistance?

251) Mme Jean (Chicoutimi) – **15 juin 2017**

À la ministre de la Justice

Lors de l'étude détaillée du projet de loi n° 98, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel, la ministre de la Justice a déposé et adopté des amendements permettant à l'Ordre des dentistes du Québec ainsi qu'à l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec d'émettre des « permis spéciaux de spécialistes assortis d'un certificat de spécialistes » aux personnes ne remplissant pas toutes les conditions de délivrance d'un permis régulier, l'objectif étant de permettre aux ordres professionnels d'admettre des professionnels nouvellement arrivés au Québec afin qu'ils puissent exercer leur métier de spécialiste.

La ministre peut-elle :

1. indiquer, outre les deux ordres mentionnés plus haut, les autres ordres qui offrent des permis spéciaux similaires;
2. indiquer si tous ces ordres professionnels ont été consultés par la ministre pour évaluer l'opportunité d'émettre de tels permis spéciaux dans leurs champs d'expertise respectifs;
3. indiquer quels ordres professionnels ont démontré leur désaccord d'avoir un tel pouvoir et détailler les raisons invoquées pour cette décision.

252) M. Therrien (Sanguinet) – **16 juin 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le projet pilote d'Uber est en vigueur depuis déjà 8 mois, c'est-à-dire depuis le 30 septembre 2016, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Ce projet pilote se voulait une occasion de tester les services de transport rémunéré de personnes à travers l'usage d'une application mobile uniquement.

Malgré les promesses de transparence de la part du ministre et de la compagnie Uber, le projet pilote se déroule jusqu'à maintenant dans une totale opacité. Pourtant, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel, le ministre peut exiger des données sur les activités d'Uber lui permettant de faire un suivi. La compagnie Uber a également l'exigence de fournir les données qu'elle aurait pu juger pertinentes afin d'assurer ce suivi. L'arrêté ministériel exige aussi qu'Uber transmette une reddition de comptes hebdomadaire et mensuelle, comprenant notamment le nombre d'heures passées par les chauffeurs sur l'application mobile, le nombre de chauffeurs et le nombre de courses.

Le ministre peut-il fournir toutes ces données aux Québécois, et en particulier aux membres de l'industrie du taxi, au nom de la transparence?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS